

2 Émergence et développement des mobilisations

◆ OLIVIER FILLIEULE

Selon quelles logiques des individus en viennent-ils à se réunir, puis à s'unir pour défendre une cause ? Derrière la question du « pourquoi » se cache en réalité toute une série d'interrogations sur les conditions favorables à l'émergence d'une mobilisation. Quelles en sont les conditions sociales ? Quelles en sont les motivations individuelles ? Comment s'effectue le passage de la mobilisation individuelle à la mobilisation collective ? Comment s'organise la participation effective du plus grand nombre à cette mobilisation ?

Toutes ces interrogations ne peuvent trouver de réponse que dans une analyse sociologique des relations de causalité qui peuvent exister entre différents types de phénomènes sociaux, politiques, institutionnels, idéologiques, que la sociologie des mobilisations désigne sous des termes spécifiques : structure des opportunités politiques, voies microstructurales de l'engagement, mobilisation des ressources, entrepreneurs de cause, dynamique de la mobilisation, etc. Il existe en effet une vaste littérature scientifique sur l'action collective, dont l'une des faiblesses est de s'être précisément focalisée sur la recherche du « pourquoi », au détriment d'une réflexion sur le « comment » des mobilisations [Aya, 1979 ; Dobry, 1986].

1 Structures et infrastructures du mécontentement

Désorganisation et changement social

La sociologie s'est longtemps appuyée sur une idée simple : le changement social, surtout lorsqu'il est rapide et violent, produirait des effets désorganisateurs sur la société, auxquels l'action collective constituerait une réponse parmi bien d'autres possibles [Durkheim, 1895 ; Park *et al.*, 1967 ; Fuller et Myers, 1941 ; Slater, 1970].

C'est notamment la thèse défendue par les théoriciens de la société de masse. Dans *The Politics of Mass Society* [1959], William Kornhauser soutient par exemple que l'urbanisation, l'industrialisation, la dépression économique ou la guerre, en désagréant le tissu social, auraient pour effet d'affaiblir les structures intermédiaires, religieuses, sociales ou politiques, au point que les individus seraient abandonnés à eux-mêmes, perdraient

tout sens d'appartenance communautaire et deviendraient des proies faciles pour les groupes extrémistes qui voudraient les manipuler. Les mouvements sociaux fonctionnent dans ce modèle comme « communautés de substitution » pour des populations marginalisées et désorientées. Le raisonnement est assez similaire dans les travaux du courant dit du « comportement collectif ». Pour Joseph Gusfield, en particulier, « on peut décrire les mouvements sociaux et l'action collective comme des réponses au changement social. Les considérer ainsi permet de souligner le caractère disruptif et troublant que les nouvelles idées, les technologies, les phénomènes migratoires et les intrusions dans le quotidien peuvent avoir pour les gens » [Gusfield, 1962, p. 9].

Neil Smelser est l'un des premiers à avoir tenté de penser les déterminants structurels de l'action collective. Fortement marqué par la théorie de l'action de Talcott Parsons, il propose un modèle global d'explication des comportements collectifs, en montrant que ceux-ci dépendent à la fois de la « conductibilité structurelle » (*structural conduciveness*), c'est-à-dire des types de comportements possibles dans une *configuration sociale donnée, et de l'apparition d'une « tension structurelle » (*structural strain*) au sein de cette configuration. Mais cette tension, si elle constitue un facteur nécessaire, n'est pas un facteur suffisant à la naissance d'une mobilisation. Il faut encore que se développe et se diffuse une « croyance généralisée » (*generalized belief*) qui, en même temps qu'elle désigne des responsables imaginaires ou réels de la tension subie, met en avant des solutions radicales perçues comme seules possibles et efficaces [Smelser, 1962, p. 132]. Au fond, les mouvements sociaux sont censés remplir une fonction psychologique de réassurance et de réduction des tensions provoquées par la désorganisation sociale. Malgré son apparent pouvoir explicatif (montrant par exemple la relation entre l'effondrement des prix du coton dans le Sud des États-Unis, la migration massive des Noirs vers les villes du Nord et l'émergence du mouvement pour les droits civiques), ce modèle fait l'impasse sur le fait que la désorganisation sociale (sans doute un des traits permanents de nos sociétés) ou la croyance généralisée (dont il faut encore expliquer la diffusion) ne peuvent à elles seules suffire à rendre compte de l'émergence (finalement plutôt rare) de mouvements sociaux. À partir de la fin des années 1960, de nombreux auteurs conviennent ainsi que les mouvements naissent le plus souvent à partir d'organisations préstructurées. Ainsi, l'émergence du *Free speech movement* à l'université de Berkeley a résulté d'un travail de mobilisation et d'encadrement mené par certaines organisations étudiantes présentes sur le campus [Heirich, 1968]. De même, le travail politique du réseau des Églises noires a été déterminant dans le développement de la lutte contre la ségrégation aux États-Unis [Oberschall, 1973 ; McAdam, 1982].

Changements structurels et valeurs postmatérialistes

En Europe, la sociologie de l'action collective ne s'est développée que fort tardivement et elle est longtemps restée fidèle à l'héritage du marxisme, qui accorde aux structures économiques et aux rapports de classes qui en découlent un rôle central dans l'explication du conflit social.

C'est dans cette filiation que s'inscrit le courant de travaux dit des « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) [Melucci, 1985 ; Touraine, 1973]. Les évolutions du capitalisme seraient ainsi à l'origine de l'émergence des NMS, du fait du déclin numérique de la classe ouvrière et de la disparition des conflits de classes. Dans *The Silent Revolution*, Ronald Inglehart entend montrer qu'une fois leurs besoins matériels satisfaits, les individus se tourneraient vers des besoins non matériels, de nature intellectuelle ou esthétique, dont la revendication expliquerait les transformations de l'action collective dans l'ensemble des sociétés occidentales [Inglehart, 1977]. À partir des années 1970, sous l'effet conjugué de la croissance économique, des changements dans la stratification sociale, du développement de l'éducation et de l'innovation technologique, qui ont contribué à transformer les conflits de classes matérialistes en conflits de valeurs post-matérialistes, seraient ainsi apparus de nouveaux mouvements sociaux, féministes, écologistes, régionalistes, ethnicistes, etc., qui défendraient un ensemble unifié de conceptions politiques et stratégiques.

Malgré ses nombreux apports à la sociologie de l'action collective – notamment par sa redécouverte des aspects identitaires et culturels des mobilisations –, ce courant de travaux a fait l'objet de nombreuses critiques. D'une part, la radicale nouveauté des NMS est sujette à caution, à la fois parce que les revendications portées, par exemple, par les mouvements écologistes ou féministes existaient dès le XIX^e siècle, mais aussi parce que la critique de la modernité, la dimension identitaire, la revendication de reconnaissance sont présentes dans toutes les luttes sociales, comme l'avait montré par exemple Edward Thompson à propos de la formation de la classe ouvrière anglaise [Thompson, 1966]. D'autre part, plus de trente ans après la naissance des NMS, force est de constater que nous n'avons vu ni la fin des conflits de classes ni une transformation radicale du rapport des individus au politique. Dès lors que ces « nouveaux » mouvements sociaux ont émergé de longue date ou, à l'inverse, ont disparu ou se sont transformés en partis politiques, comme les écologistes, il semble exagéré d'y voir le produit d'une évolution irrésistible des sociétés occidentales.

Transformations sociales et processus politiques

Aux États-Unis, les approches privilégiant les déterminants structurels dans l'analyse des mobilisations ont elles-mêmes été fortement contestées par une série de travaux reposant au contraire sur une vision rationnelle de l'action collective, focalisée sur les « ressources » dont disposent les

entrepreneurs et les organisations du mouvement social. Tout au plus les auteurs de ce courant dit de la « mobilisation des ressources » insistent-ils, de manière assez vague, sur le rôle facilitateur de la croissance économique et de la prospérité sociale dans l'émergence des mouvements sociaux, en leur donnant par exemple accès à des militants plus disponibles et disposant de ressources matérielles plus importantes [McCarthy et Zald, 1973].

C'est Charles Tilly qui, le premier, a réintroduit les facteurs proprement politiques dans l'analyse de l'action collective. Dans un ouvrage consacré à la Vendée sous la Révolution française, il montre, certes, l'importance de la « modernisation » dans l'émergence de la contre-révolution vendéenne et, plus généralement, du contexte historique et social dans le façonnement des comportements politiques [Tilly, 1964]. Mais il insiste aussi sur les rapports de pouvoir qui contraignent ou favorisent la mobilisation. Dans un autre livre désormais classique [Tilly, 1978], il analyse ainsi les déterminants internes de la mobilisation d'un groupe donné et le type de relations que ce groupe entretient avec son environnement externe, pour montrer que la tolérance ou la répression dont ce groupe fait l'objet agit sur la structure des coûts et des avantages de la mobilisation (la répression, loin de toujours provoquer la rébellion, peut rendre toute action impossible) ; mais aussi que le pouvoir plus ou moins important dont le groupe dispose dans la société conditionne les chances d'émergence d'une action collective, la vulnérabilité des autres groupes lui offrant des occasions de se mobiliser, là où les menaces auxquelles il risque de se heurter de leur part l'empêchent de le faire. Enfin, le concept de « répertoire d'action collective », que Tilly théorise et met à l'épreuve dans *La France conteste* [1986] et *Popular Contention in Great Britain* [1995], souligne que l'évolution des modalités de la protestation politique est étroitement dépendante de facteurs politiques [Tilly, 2008].

Dans le sillage de Tilly, d'autres chercheurs ont eux aussi insisté sur le jeu des facteurs politiques [Lipsky, 1970 ; Piven et Cloward, 1977 ; Jenkins, 1985]. Doug McAdam a ainsi développé un « nouveau » paradigme, le modèle du « processus politique », en imposant durablement la notion de « structure des opportunités politiques ». Cette notion vise à rendre compte de ce qu'une action protestataire doit aux structures et aux évolutions conjoncturelles du système politique, qui le rendent plus ou moins vulnérable ou réceptif à la contestation, et ce indépendamment de la capacité mobilisatrice du groupe lui-même. Ainsi, la migration des Noirs du Sud agricole des États-Unis vers le Nord industriel (qui modifie les équilibres électoraux en faisant du « vote noir » un enjeu central pour les démocrates) mais aussi la guerre froide (qui fait peser une contrainte nouvelle sur les élites au pouvoir, soucieuses de ne pas se montrer racistes et colonialistes aux yeux des régimes du tiers monde) auraient joué un rôle décisif dans les évolutions du mouvement pour les droits civiques entre les années 1930 et les années 1970 [McAdam, 1982].

Plusieurs auteurs ont par la suite entrepris de systématiser cette notion. Sidney Tarrow a ainsi proposé de la décomposer en quatre éléments : le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions politiques ; la stabilité ou l'instabilité des alignements politiques ; la présence ou l'absence d'alliés influents apportant leur soutien au mouvement considéré ; l'existence de conflits et de divisions entre les élites [Tarrow, 1994]. Plus récemment, Tarrow et Tilly ont amendé cette définition en décomposant plusieurs niveaux : la multiplicité des centres de pouvoir indépendants au sein du régime considéré ; le degré d'ouverture à de nouveaux acteurs ; l'instabilité des alignements politiques ; l'existence d'alliés influents pour les contestataires ; la facilitation ou la répression par le régime de l'expression des revendications ; toutes modifications décisives dans ces cinq éléments [Tarrow et Tilly, 2006].

Malgré son succès, la notion de « structure des opportunités politiques » a fait l'objet de critiques grandissantes [Mathieu, 2009]. Ces critiques portent principalement sur la vision à la fois unitaire et statique de l'État, qui présuppose une étanchéité factice entre *champ politique et espace des protestations politiques [Fillieule, 1997 ; Staggenborg et Taylor, 2005], empêche de rendre compte de la coconstruction des « opportunités politiques » dans une interaction permanente entre les structures étatiques et les mouvements protestataires eux-mêmes [Fillieule et Della Porta, 2006], et sous-évalue l'influence des cadres de perception et des luttes de sens dans la définition de la forme empruntée par l'action collective [Goodwin et Jaspers, 1999 ; Mathieu, 2002]. Victime de son succès, la notion de « structure des opportunités politiques » a fini par perdre tout attrait théorique.

Les approches que nous venons de passer en revue ont notamment pour caractéristique commune de s'intéresser d'abord à la recherche des facteurs objectifs du mécontentement, sans poser la question des *médiation*s par lesquelles les acteurs éprouvent, se plient ou tirent avantage des contraintes structurelles, négligeant ainsi la manière complexe, parfois contradictoire, par laquelle les structures influencent les mobilisations. C'est dans une autre tradition intellectuelle, issue des travaux sur l'agression et la frustration sociale [Dollard, 1939 ; Berkowitz, 1962], qu'il faut rechercher les prémisses d'une réflexion consacrée aux perceptions par les individus des situations sociales favorables à la mobilisation, et à la manière dont les mécontentements individuels peuvent faire l'objet d'un travail politique de construction.

La privation relative

Au cœur de ces théories se trouve une idée simple, selon laquelle l'agression serait toujours une réponse psychologique à la frustration, au terme d'un enchaînement très « mécanique » : colère, identification d'une cible, infliction d'un dommage et diminution de la pulsion agressive. C'est

sur la base de ce modèle psychologique, mais bien peu sociologique, que Ted Gurr a construit sa théorie de la privation relative.

Dans *Why Men Rebel ?*, il définit la « privation relative » comme le décalage perçu par les acteurs entre leurs aspirations et ce qu'ils sont en mesure d'obtenir pour les satisfaire [Gurr, 1970]. Il y aurait selon lui trois modèles de déséquilibre entre attentes et satisfactions. Dans le premier modèle, les possibilités de satisfaction sont perçues comme déclinantes alors que le niveau des attentes reste le même (*decremental deprivation*). Dans le deuxième modèle, c'est le niveau des attentes qui croît alors que les possibilités de satisfaction stagnent (*aspirational deprivation*). Dans le troisième modèle, qui est une transposition de l'interprétation de la Révolution française par Alexis de Tocqueville [1856] et de la fameuse courbe en J de James Davies [1962], une augmentation substantielle des attentes et des satisfactions est suivie d'une chute brutale des satisfactions, alors que les attentes continuent de croître (*progressive deprivation*).

Quelle qu'en soit la nature, cette frustration relative débouche sur la violence collective. Reste à savoir comment les sentiments et les attitudes en viennent à se focaliser sur des objets spécifiquement politiques. Pour Gurr, deux hypothèses rendent compte de la *politisation du mécontentement. Le recours à la violence politique varie soit en fonction du système de normes en vigueur (justifications plus ou moins admises du recours à la violence), soit en fonction d'un système de raisonnement spéculatif sur l'utilité stratégique de la violence. Gurr montre ainsi que la *légitimation de la violence dans une culture politique donnée est d'autant plus probable que celle-ci a précédemment été employée avec succès, à travers des développements éclairants sur les phénomènes de « mémoire manifestante », susceptibles d'orienter les actions futures, et plus généralement sur l'idée d'un apprentissage par imitation. Le modèle de la frustration relative a été beaucoup critiqué, en raison à la fois de ses attendus politiques très conservateurs et de ses criantes faiblesses méthodologiques. Gurr n'envisage ainsi l'émergence des mouvements sociaux que sur le modèle d'une éruption colérique, méritant à ce titre le surnom ironique de « modèle volcanique » [Aya, 1979]. Sa vision procède d'une conception psychologique selon laquelle le potentiel de révolte d'un groupe dépend du niveau général de colère individuelle, lequel varie avec la somme des privations relatives de chacun, sans que l'analogie entre interdépendances collectives et interactions interpersonnelles ne soit véritablement éprouvée. La démonstration reste floue sur la nature des relations entre conditions objectives et perceptions, celles-ci étant déduites de celles-là de manière tautologique. Ensuite, le passage de la privation relative à la mobilisation n'est pas clairement explicité, puisque l'on s'en tient à déterminer des préconditions favorables sur la base de données agrégées, sans se soucier de la dynamique même des mobilisations, ni du travail mené par les *entrepreneurs de cause.

Si le modèle de la frustration relative est aujourd'hui largement abandonné, le rôle des frustrations sociales créées par les décalages entre aspirations et chances demeure central dans de nombreux travaux de recherche, qu'il s'agisse de rendre compte de la crise de mai 1968 [Boudon, 1969 ; Bourdieu, 1979, 1984b ; Lacroix, 1981] ou, plus récemment, des mouvements de défense des animaux [Traïni, 2007]. Mais c'est surtout dans les théories dites du « cadrage » qu'à partir du début des années 1980 des recherches vont tenter de rendre compte de l'articulation entre structures des opportunités et perceptions.

Perceptions de l'injustice et construction du mécontentement

Si la sociologie des problèmes publics a amorcé un tournant constructiviste dès le début des années 1970 [Cohen, 1972 ; Kitsuse et Spector, 1973], la sociologie des mouvements sociaux ne s'est orientée dans cette direction que dans les années 1980. Certes, dès 1962, Smelser soulignait que toute « tension structurelle » ne pouvait produire d'effet véritable que dans la mesure où une telle *signification* lui était donnée par les acteurs eux-mêmes. Avec la mobilisation des ressources, en revanche, l'attention aux individus et à leur perception ne fera plus l'objet que d'une attention à éclipse, par exemple chez Frances Fox Piven et Richard Cloward qui, dans *Poor People's Movement*, suggèrent que la mise sur pied d'une action collective implique de la part des mobilisés l'analyse de leur situation sociale comme modifiable et injuste [Piven et Cloward, 1977]. Aussi bien, McAdam parle de « libération cognitive » (c'est-à-dire de prise de conscience) dans son modèle pour en faire la troisième et dernière condition de l'émergence d'un mouvement social.

La prise en compte de la perception des griefs par les individus dans l'émergence des mobilisations ne se développe donc réellement qu'à partir de l'importation par William Gamson du modèle d'« analyse des cadres d'interprétation » (*frame analysis*) élaboré par Erving Goffman [1974]. Goffman utilisait en effet la notion de « cadre » pour désigner les structures et les modalités par lesquelles l'individu perçoit la réalité sociale. Parmi les cadres isolés par Goffman, Gamson utilise essentiellement le *cadre d'injustice*, suggérant que la rébellion contre les autorités est en partie dépendante d'un sentiment d'injustice qui définit l'action d'un système d'autorité comme inique, et justifie en même temps le recours à des modes d'action non conformes à ce système [Gamson, Fireman et Rytina, 1982]. Dans cette perspective, deux questions fondamentales se posent de manière préalable à toute action collective : comment modifier les perceptions des gens que l'on cherche à mobiliser ? Comment les convaincre ensuite de participer effectivement à l'action collective ? C'est ce qu'ont cherché à analyser David Snow et ses collègues de l'université d'Austin [Snow *et al.*, 1986 ; Snow et Benford, 1988]. Le travail politique de mobilisation peut être compris comme une entreprise de décodage du réel que

l'on peut décomposer en plusieurs éléments : identifier un problème, le qualifier en termes politiques, désigner des responsables, proposer une solution, persuader que cette solution peut être obtenue par l'action collective... autrement dit, obtenir une modification des cadres d'interprétation par un « alignement des cadres » [Snow *et al.*, 1986, p. 464]. Snow propose ensuite une typologie des types d'alignements propres à assurer le recrutement dans un mouvement (organisation et/ou mobilisation). Un mouvement peut prendre en charge plusieurs problèmes structurellement séparés en les reliant idéologiquement dans un cadre interprétatif unifié (*frame bridging*), clarifier et développer un cadre interprétatif existant (*frame amplification*), agréger à un cadre interprétatif existant de nouvelles revendications (*frame extension*), ou encore transformer radicalement le cadre interprétatif qui est le sien (*frame transformation*). Un cadre d'interprétation a d'autant plus de chances d'être adopté par le plus grand nombre qu'il apparaît suffisamment crédible et entre en résonance (*frame resonance*) avec les systèmes de croyance dominants et/ou les questions qui se trouvent au cœur de l'agenda politique du moment [Snow et Benford, 1988, p. 477]. Enfin, si la plupart de ces cadres d'interprétation sont construits par les acteurs de manière *ad hoc*, il en est de plus généraux, les cadres cardinaux (*master frames*), suffisamment en résonance avec l'ensemble de la société pour être mobilisés par des causes diverses.

Force est de reconnaître à ce type d'approche d'avoir réintroduit les perceptions des acteurs dans l'analyse des logiques de l'engagement. Le modèle de Snow demeure néanmoins bien insatisfaisant [Contamin, 2009] : l'alignement des cadres n'est envisagé que comme un travail rationnel et cognitif, au détriment des dimensions affectives et émotionnelles de la mobilisation ; le raisonnement est finalement circulaire puisque le succès d'une mobilisation est mesuré à l'aune de l'entrée en résonance de ses cadres, et cette résonance à la réussite de la mobilisation.

Au total, le principal écueil de ces différentes approches est de penser différents ordres de réalité sociale de manière relativement statique et séparée, alors qu'il est au contraire nécessaire de les penser ensemble dans un modèle dynamique.

2 Dynamiques de la mobilisation

Si le courant de la mobilisation des ressources a privilégié la question du « comment » au détriment de la question du « pourquoi », c'est que, pour reprendre les propos de John McCarthy et Mayer Zald, « il y a toujours assez de mécontentement dans une société pour fournir les bases d'un mouvement, à la condition que ce mouvement soit effectivement organisé et ait à sa disposition le pouvoir et les ressources de quelques élites établies. » Pour McCarthy et Zald, on peut même aller plus loin : « Les mécontentements peuvent être définis, créés et manipulés par les

dirigeants et les organisations » [McCarthy et Zald, 1973]. Ce point de vue nous permet de comprendre la manière dont les individus et les groupes parviennent à construire des « causes » mobilisatrices et à se faire entendre plus ou moins durablement dans l'espace public. En repartant de ce point de vue, on s'interrogera tour à tour sur la position des groupes protestataires dans l'espace public, sur l'importance des ressources organisationnelles et du leadership dans la mobilisation, et sur les processus de l'engagement individuel.

Les groupes protestataires dans leur environnement

L'un des points de départ des théories de la mobilisation des ressources consistait à rejeter la conception pluraliste de la représentation des intérêts telle que systématisée par Robert Dahl dans *Qui gouverne ?* [1961a]. Certains acteurs disposent en effet d'un accès plus ou moins routinisé aux arènes institutionnelles tandis que d'autres, les « challengers », sont contraints d'avoir recours à l'action protestataire pour se faire entendre [Tilly, 1978 ; 1984, p. 306]. Aussi, il est important de comprendre les mouvements sociaux aussi bien dans un « espace des mouvements sociaux », que certains auteurs ont pu appeler une « industrie du mouvement social » [Zald et Denton, 1987], que dans le rapport de ces challengers aux élites politiques, qui dépend à la fois du degré d'organisation communautaire [Oberschall, 1973] et du degré de division des élites [Piven et Cloward, 1977]. Malgré l'apport considérable des travaux de Tilly, il faut se débarrasser de leur caractère *légitimiste* et *statique*, pour pouvoir penser avec réalisme les règles de l'échange politique.

Légitimiste en premier lieu, dans la mesure où il est peu convaincant de considérer *a priori* que seuls les acteurs situés du mauvais côté des rapports de forces et ne disposant que de faibles ressources auraient besoin de recourir à l'action collective pour publiciser leur cause. C'est sans doute l'effet le plus net de l'institutionnalisation progressive du recours à la rue [Fillieule, 1997], en même temps que de la dissémination et de la diversification des répertoires d'action, que d'avoir rendu légitimement disponible l'action protestataire à tout un ensemble de groupes (y compris lorsqu'ils disposent par ailleurs d'un accès aux arènes institutionnelles), en s'appuyant notamment sur la ressource du nombre ou de la scandalisation [Offerlé, 1994]. *Statique* en second lieu, dans la mesure où il ne permet pas de penser comment, dans l'espace public, une multiplicité d'acteurs déploient des stratégies plus ou moins concurrentes pour défendre leurs intérêts, obtenir des ressources, faire adopter des normes, dans lesquelles la mise sur agenda (*agenda setting*), et donc les médias, occupe une place centrale. L'action collective est un puissant moyen de mise sur agenda, par l'intérêt tout à coup suscité dans le public, la mobilisation d'une partie de l'opinion, la rupture ouverte du consensus, une polarisation des points de vue dont les médias vont se saisir, permettant éventuellement d'entendre la

mobilisation, etc. Comme le soulignent Stephen Hilgartner et Charles L. Bosk [1988], la compétition pour la redéfinition d'un *policy consensus* se déroule dans des arènes institutionnelles qui sont autant de lieux de traitement (arène administrative et gouvernementale, parlementaire et judiciaire) et de publicisation (scène électorale, presse) des problèmes publics [Céfaï, 1996 ; Neveu, 2000, p. 17-18]. La publicisation est donc le moyen pour les contestataires d'obtenir un droit d'entrée dans telle ou telle arène institutionnelle, c'est-à-dire la reconnaissance comme interlocuteur légitime (représentativité), la prise en compte de leur propre définition de la situation (mise en forme d'un problème) et des solutions à y apporter (décision politique).

La question de la représentativité renvoie au travail de construction des groupes, c'est-à-dire à la nécessité politique de construire et donc d'homogénéiser des collectifs irréductiblement hétérogènes. C'est au fond toute la difficulté de l'action collective que de convaincre de la bonne représentativité des représentants auto-institués en porte-parole [Bourdieu, 1981a ; Offerlé, 1984]. Difficulté que les entrepreneurs de cause parviennent à tourner par la mise en place de techniques d'encadrement à la fois matériel et symbolique. Ainsi, dans le temps long de l'institutionnalisation progressive des règles de l'échange politique et des modes légitimes d'expression, l'invention du service d'ordre manifestant au tout début du XIX^e siècle peut être compris comme un moyen de transformer la foule en groupe organisé, la masse en un ensemble fini et délimité spatialement.

La question des revendications et de leur mise en forme renvoie au travail d'alignement des cadres (voir *supra*). La difficulté tient ici à ce que l'appel à l'opinion par la publicisation est souvent confronté à une *insensibilité structurelle* des médias à l'action protestataire [Fillieule, 2006b]. Il n'en reste pas moins que la « manifestation de papier » (qui fait l'objet d'une attention soutenue des médias et de stratégies de médiatisation de la part des protagonistes) demeure un enjeu central de nombre de mobilisations [Champagne, 1990]. L'action protestataire demeure un moyen efficace d'introduire une controverse et donc une rupture dans le consensus et, partant, une opportunité pour les porte-parole de s'exprimer publiquement.

Introduire dans le modèle ces éléments nouveaux d'*agenda setting* ne suffit pas à en assurer le caractère dynamique. Il faut encore insister sur la nécessité d'analyser simultanément la manière dont les acteurs étatiques et les groupes protestataires coconstruisent les contextes et les conditions dans lesquels les individus se meuvent et agissent, ce qui revient à analyser l'action protestataire comme un processus itératif d'adaptation tactique [Fillieule, 1997]. De cela découlent trois conséquences : ne pas se limiter aux rapports entre État et contestataires, mais envisager les mouvements dans un champ d'alliance et de conflit « multiorganisationnel » [Curtis et Zurcher, 1973] ; ne pas considérer que les opportunités sont

seulement fonction des structures institutionnelles existantes, mais reconnaître la capacité des mouvements à créer eux-mêmes des opportunités ; ne pas en rester à l'analyse des conditions objectives dont résultent ces opportunités, mais tenir compte des perceptions subjectives qui ne sont pas forcément préalablement accordées ou synchrones [Kurzman, 2003].

Organisations et leadership

Le 1^{er} décembre 1955, Rosa Parks refuse de céder son siège dans un bus de Montgomery (Alabama) alors que la ségrégation raciale en vigueur dans le Sud des États-Unis oblige pourtant les Noirs à le faire au profit des Blancs. Ce geste marque le début d'un boycott de plus d'un an et d'une campagne de mobilisation pour les droits civiques qui aboutira quelques années plus tard à l'abolition de la ségrégation juridique. Or Rosa Parks n'est pas juste une petite couturière révoltée : militante depuis 1943 à la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), elle vient de participer aux séminaires sur les droits des travailleurs et l'égalité raciale de Septima Clark à Monteagle (Tennessee), où l'usage de la désobéissance civile a été évoqué. Le recours au boycott est une idée qui circule depuis déjà un certain temps au sein des organisations de femmes afro-américaines de Montgomery. Enfin, le geste de Rosa Parks accompli, c'est la NAACP, avec à sa tête Martin Luther King, qui prend les rênes de la mobilisation, aux dépens des groupes locaux. C'est la NAACP qui assure l'audience nationale du procès, qui met en place un service de taxis et achète des voitures pour assurer le transport des travailleurs et permettre au boycott de durer 381 jours [Morris, 1984 ; Robnett, 1997]. Même lorsqu'une lutte apparaît spontanée, son développement dépend d'abord de la mobilisation de ressources organisationnelles.

Il y a là, dans la logique utilitariste du paradoxe de l'action collective élaborée par Mancur Olson [1966], le cœur du modèle de la mobilisation des ressources. Pour que des groupes se mobilisent, il leur faut s'appuyer sur des organisations qui commencent par accumuler les ressources nécessaires à la structuration des mouvements sociaux. Les coûts individuels de l'engagement sont ainsi surmontés grâce à la distribution d'incitations matérielles ou symboliques, mais aussi grâce à l'existence d'« entrepreneurs professionnels de causes », plus directement intéressés à la réussite du mouvement que les *true believers* ou les « membres par conscience » [McCarthy et Zald, 1977]. De nombreuses critiques n'ont pas manqué d'être émises à l'endroit de cette conception économiciste de l'organisation, qui semble reconduire la fameuse « loi d'airain de l'oligarchie » de Robert Michels [Piven et Cloward, 1977] et heurter de front la conception que les mouvements sociaux se font eux-mêmes de leur propre fonctionnement, censé reposer sur une absence de hiérarchie ou de *bureaucratie, voire sur une forme de démocratie participative.

Ces controverses invitent à élargir notre approche de l'organisation et du leadership. L'organisation (et, partant, le leadership) n'est pas nécessairement une ressource préalable à la lutte. L'organisation est un ensemble de ressources à *construire* qui « doivent donc être appréhendées comme des réalités produites par un travail spécifique de constitution d'un "capital collectif" inégalement accessible à tous les groupes sociaux dans des contextes sociohistoriques précis » [Pierru, 2009]. En fonction de la phase concernée dans le développement d'une lutte, la question organisationnelle se pose en termes variables. Dans *The Whole World is Watching*, Todd Gitlin montre par exemple que, dans sa phase émergente, le Students for a Democratic Society (SDS) est un petit groupe reposant sur l'interconnaissance et le partage d'une certaine identité idéologique, sans leadership formel ; mais que, à partir du moment où il se fait connaître, attire en masse de nouveaux adhérents aux propriétés plus hétérogènes et fait l'objet d'une médiatisation intense, il se trouve face à une série de contraintes organisationnelles nouvelles, comme de devoir se doter de leaders identifiables par les médias, bureaucratiser l'organisation et verrouiller l'accès aux fonctions de décision, pour éviter une dilution idéologique et une dérive stratégique [Gitlin, 1980]. Dans la même perspective, Belinda Robnett montre que, dans la phase émergente du mouvement des droits civiques, le « leadership informel » des femmes a joué un rôle crucial dans les réseaux de sociabilité ordinaire, s'effaçant ensuite au profit d'un « leadership formel », généralement masculin et bureaucratisé. Admettre qu'il existe un cycle de mobilisation permet de penser simultanément le développement des organisations dans le contexte mouvant d'un « champ multiorganisationnel » [Curtis et Zurcher, 1973], et la forme qu'elles peuvent prendre en fonction des contraintes structurales qui pèsent sur elles et déterminent largement les « répertoires organisationnels » dont elles disposent [Clemens, 1993] – toutes les formes n'étant pas disponibles au même moment pour tous les groupements. C'est en partie ce que certains auteurs ont récemment tenté de formaliser avec la notion d'« espace des mouvements sociaux » [Mathieu, 2002] ou encore de « champ militant » [Péchu, 2006] et que l'on voit clairement à l'œuvre dans les formes (et les débats que ces formes suscitent) prises par les nombreuses organisations qui, en Europe, s'inscrivent dans la nébuleuse de l'altermondialisme [Sommier, Fillieule et Agrikoliansky, 2008].

Logiques de l'engagement et formes du travail militant

La question des facteurs du militantisme individuel est étroitement liée à celle de l'émergence des mobilisations. Ni la « psychologie des foules », ni la « frustration relative », ni la « conviction idéologique » ne permettent de rendre compte de l'engagement. Le modèle olsonien de la mobilisation des ressources a le mérite d'offrir une conception du militantisme mettant l'accent sur les réseaux sociaux et les liens interpersonnels dans le travail

de recrutement. Aujourd'hui, la plupart des modèles conjuguent trois types de facteurs individuels permettant de comprendre l'engagement : le contexte relationnel, autrement dit les réseaux de relations qui jouent à la fois le rôle d'instance de socialisation et de conversion (par la mise à disposition de cadres d'interprétation du monde) et de producteurs d'opportunités de mobilisation ; le système de dispositions durables, déterminé par les capitaux sociaux, culturels et économiques de l'individu et qui contribuent à façonner les perceptions de la réalité et les pratiques ; l'intentionnalité de l'individu, enfin, laquelle s'établit sous la double contrainte de ce contexte relationnel et de son système de dispositions [Fillieule et Pudal, 2009].

Tout en conservant à ces trois éléments leur pertinence, il est possible de penser le militantisme dans une perspective dynamique, comme un processus social articulant des phases d'enrôlement, de maintien de l'engagement et de défection. D'où le recours à l'expression de « carrière militante », qui s'appuie sur la tradition de l'école de Chicago pour proposer une approche renouvelée du militantisme [Fillieule, 2001, 2005b]. Appliquée à l'engagement politique, la notion de carrière permet de comprendre comment, à chaque étape de la biographie d'un individu, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, resituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie. Elle autorise donc à penser ensemble les prédispositions au militantisme, le passage à l'acte, les formes variables prises par l'engagement, la multiplicité des engagements (notamment les investissements sur des causes successives, les reconversions), et la rétraction ou l'extension des engagements.

Une telle approche conduit en premier lieu à placer au centre de la réflexion sur les logiques de l'engagement la notion de rétribution, entendue comme les bénéfices que les individus pensent retirer de l'engagement [Gaxie, 1977, 2005]. Le terme ne renvoie pas à une conception economiciste de l'engagement, dans la mesure où les rétributions effectivement retirées du militantisme peuvent ne pas être perçues comme telles par les acteurs, être découvertes dans le cours de l'action, se confondre parfois avec les coûts de l'engagement, varier au gré de l'évolution des contextes et des expériences individuelles, mais aussi « s'épuiser », que cela se traduise par le refoulement, la distance au rôle, les tentatives de transformation du rôle ou la défection [Fillieule, 2005a]. La notion de carrière permet ainsi d'être attentif à la variabilité des rétributions. Les individus sont inscrits dans une pluralité d'espaces sociaux (familiaux, amicaux, professionnels) et les rétributions qu'ils perçoivent dans ces différentes sphères de vie sont elles-mêmes variables. Dans chacun de ces espaces, les individus sont amenés à endosser des rôles spécifiques dans lesquels ils sont plus ou moins « pris » et qui définissent autant de contextes de

socialisation [Fillieule et Roux, 2009]. Leur identité est donc le produit du processus d'ajustement à ces rôles. Les sorties de rôle peuvent entraîner des renégociations identitaires plus ou moins déchirantes. Cette dimension identitaire est particulièrement nette pour les individus qui se sont, au sens propre, « consacrés » à l'organisation militante, et à laquelle ils ont bien souvent le sentiment de tout devoir [Pudal, 1988]. Enfin, les « accidents biographiques » dans les différentes sphères de vie constituent autant de bifurcations où se redistribuent certains rôles et se modifient les identités. Aux raisons immédiatement saisissables, comme la perte d'un emploi ou la mise en couple, il faut ajouter tout un ensemble de facteurs qui ne renvoient pas directement à l'individu. Dans un contexte donné, par exemple les années 1960, les bénéfices de l'engagement ont en effet toutes les chances d'être supérieurs à ceux offerts dans un autre contexte, par exemple dans les années 1990, avec la perte de confiance en l'efficacité de l'action politique. De la même manière, la valeur sociale d'une cause, aussi bien que des manières d'y contribuer, peut varier en fonction des transformations de l'espace dans lequel celle-ci s'inscrit. L'exemple du succès croissant des mobilisations altermondialistes offre un exemple de la valeur sociale en hausse de certaines causes et des effets induits en termes d'attractivité [Agrikoliansky, Fillieule et Mayer, 2005].

Une telle approche permet en second lieu de porter le regard sur la diversité des rôles et donc des tâches endossés dans les mouvements, autrement dit le travail militant. Dans cette perspective, l'analyse ne s'arrête plus à ce qui dans leurs socialisations antérieures aurait « déterminé » les individus à militer, pour penser les périodes d'engagement comme des expériences parmi d'autres s'inscrivant dans le cycle de vie. Dès lors, la formation des dispositions, des goûts et des préférences ne s'arrête pas au seuil de l'engagement et l'on s'intéresse directement à la manière dont les rôles endossés et les tâches accomplies peuvent avoir des effets transformateurs plus ou moins durables sur les personnes. Il est dès lors possible de s'interroger sur la diversité des rôles proposés dans un groupement et sur les manières variées d'habiter ces rôles (de l'engagement total à l'engagement distancié), sans en rester à une explication seulement externaliste – laquelle constate l'inégalité des positions dans la structure sociale, et donc des différences de socialisation, de compétence subjective et objective, mais ne tient pas compte du fait que les groupes militants produisent aussi des classements spécifiques en fonction d'un ensemble de règles plus ou moins formelles, qui orientent la sélection des personnes et la variété des prises de rôle en leur sein.

Il en découle plusieurs conséquences. D'abord, le constat que l'engagement dans des activités militantes est le produit d'un ajustement entre demande et offre de militantisme. Le plus souvent, on appréhende l'offre de militantisme seulement sous l'aspect de la diversité des causes disponibles à un moment donné. Mais celle-ci renvoie également à la manière

dont les groupements sollicitent ou découragent les engagements individuels au travers de leur image publique et au moyen d'un ensemble d'outils de sélection, qui constituent autant de barrières à l'entrée ou de filtres orientant les nouveaux entrants, qui vers la sortie, qui vers tels ou tels rôles et tâches plutôt que tels autres. Ensuite, si l'on considère avec Hans Gerth et Charles Wright Mills [1954] qu'une *institution est une organisation de rôles distincts et hiérarchisés auxquels les membres doivent se conformer, il est raisonnable de penser que l'intériorisation de ces rôles passe par des mécanismes d'apprentissage et de socialisation secondaire [Lagroye, 2006]. Cette distinction entre la sélection des personnes et les conséquences biographiques de l'engagement, ou pour le dire autrement entre « effets de sélection » et « effets de la durée », ne doit pas faire perdre de vue que les deux aspects sont indissociablement liés dans le temps. En effet, la sélection des personnes *repose* en partie sur la transformation de ceux qu'elle retient. D'où la difficulté qu'il y a à interpréter les propriétés des militants comme explicatives de leur engagement, puisque ces propriétés sont également produites par ledit engagement.

Francine Muel-Dreyfus parle d'un « travail d'invention du métier » pour désigner la manière dont dans le temps les positions assignées – qu'elles soient naissantes ou instituées – peuvent être occupées de façon nouvelle, et donc « redéfinies en tant que positions, à la fois parce qu'elles tiennent de leur histoire une relative malléabilité autorisant la redéfinition, et parce qu'elles attirent, à un moment donné, des individus qui y importent de nouveaux systèmes d'aspiration » [Muel-Dreyfus, 1983, p. 7]. Par ailleurs, si les individus élisent des postes et que les postes font d'eux des élus, cela n'apparaît bien souvent évident qu'après coup, une fois l'histoire faite, au terme d'une série de faits contingents que le chercheur doit tenter de reconstruire. Il apparaît ainsi que la politisation ne précède pas l'engagement mais en est bien souvent le produit [Siméant, 2005 ; Sawicki et Siméant, 2009], et ce de manière d'autant plus systématique que les individus concernés occupent des positions dominées dans les rapports sociaux, qu'ils soient de genre, de classe, d'âge ou de race.